



EDITORIAL

LE PLAN MAUROY : 18 MOIS D'AUSTERITE

Pierre Mauroy vient de rendre publiques les modalités de sortie du blocage des salaires et des prix. Si, pour ces derniers, il s'est contenté de parler de régulation par voie d'accords couvrant les différents secteurs, compatibles avec la réduction à 8% de la hausse des prix en 83, il a été plus précis en ce qui concerne les salaires.

Les six principes qu'il a annoncés pour le secteur public — ce sont également des recommandations pour le secteur privé — conduisent à une baisse très importante de pouvoir d'achat. Il admet, en effet, une hausse des salaires au 1^{er} novembre de 3% maximum. Les salariés de la fonction publique n'ayant été augmentés que de 3,1% avant le blocage, cela ne fait que 6,1% pour l'année, soit 4% de moins que l'augmentation des prix officiellement prévue. Avec la nouvelle cotisation chômage, cela fera au moins 5% de perte de pouvoir d'achat cette année. Le rattrapage promis fin 83 du niveau du pouvoir d'achat et l'augmentation de celui des bas salaires ne comblera pas ce déficit.

Pierre Mauroy a reconnu que « les salariés les plus modestes sont ceux qui ont le plus souffert du blocage ». Les mesures annoncées dimanche conduisent à continuer de les faire souffrir. Ce sont principalement les travailleurs qui vont, en effet, subir le poids de la « rigueur », de l'« adaptation » et de l'« assainissement » de l'économie française. D'ailleurs, quand Pierre Mauroy déclare qu'« il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation », il fait explicitement des travailleurs les responsables de l'inflation. Comme si les capitalistes augmentaient leurs prix pour compenser la hausse des salaires alors que ceux-ci ne font que courir, avec bien du mal, du retard, derrière les prix.

Pierre Mauroy a beau affirmer qu'« il n'est pas question de faire la pause », les mesures présentées dimanche, comme le budget 83, traduisent bien un changement de la politique économique et sociale du gouvernement : plus question de relance par la consommation populaire, mais de priorité à la lutte contre l'inflation par une réduction sensible du pouvoir d'achat, à la compétitivité de l'économie française, au « rétablissement de la situation financière des entreprises », aux investissements dans les créneaux les plus rentables. C'est bien d'austérité qu'il s'agit pour les travailleurs.

Pierre Mauroy a fixé au 1^{er} janvier 84 la « phase d'accomplissement pour atteindre les objectifs du septennat ». Les travailleurs n'auraient donc qu'à attendre et... à payer, dans l'espoir que la situation soit assainie et que les promesses puissent être tenues. Mais nous sommes dans une société de classes, une société capitaliste, dans laquelle, quand la classe ouvrière accepte de voir rogner sa situation et ses acquis, la bourgeoisie, elle, ne reste pas inactive, mais augmente ses profits, son exploitation. Toute atteinte au pouvoir d'achat, toute politique d'austérité, conduit à favoriser le patronat et les forces du grand capital.

Une telle politique d'austérité ne peut que renforcer le mécontentement parmi les travailleurs, leur volonté de défendre leurs droits.

Pierre BAUBY

Une question toujours posée
après le discours de Krasucki

COMMENT S'OPPOSER A «L'INACCEPTABLE»?

« La perte du pouvoir d'achat des salaires et des retraites est généralement la préoccupation première et très souvent un mécontentement.

« Le chômage progresse moins vite mais il reste très élevé. Les espoirs sont mélangés d'incertitudes et même de certaines inquiétudes sur les perspectives économiques et sociales. »

D'entrée de jeu, Henri Krasucki a donné, au meeting de la CGT, Porte de Pantin à Paris, ce 7 septembre, une image sans aucun doute réaliste des préoccupations actuelles des travailleurs.

Et de poser « la question que beaucoup se posent » indiscutablement : « Est-ce que les choses vont actuellement — et est-ce qu'elles vont aller prochainement — dans une bonne direction ou non ? »

Le secrétaire général de la CGT a renvoyé, sans la rappeler explicitement toutefois, à la réponse donnée par sa confédération « depuis plus d'un an » et « clairement et massivement précisée en juin dernier » par le 41^e Congrès. Cette réponse, on le sait, est positive : les choses vont globalement dans le bon sens.

Difficile sans doute à dire au moment où le gouvernement développe une politique de « rigueur », dont il n'échappe à personne que les travailleurs vont faire lourdement les frais, dans le prolongement de ses mesures de juin dont le 41^e Congrès de la CGT avait eu, à Lille, presque la primeur et qu'il avait accueillies par un vigoureux refus de l'austérité.

En se bornant à juger l'action gouvernementale comme avant le mois de juin, c'est-à-dire comportant du bon et du mauvais, n'efface-t-on pas le caractère global d'une politique d'austérité qui ne veut pas dire son nom et qui constitue tout de même un sérieux tournant ?

Inacceptable avait été jugé par la CGT le 1% de la Sécurité sociale ; inacceptable encore le blocage des salaires décidé en juin ; inacceptable a dit, ce 7 septembre, H. Krasucki ce qui serait « un recul du niveau de vie des travailleurs », « si les choses devaient en rester au point qui nous est annoncé ».

Ce qu'il est advenu des mises en garde précédentes peut bien soulever quelques inquiétudes, et d'abord chez les militants.

suite au verso

Une question toujours posée après le discours de Krasucki (suite)

Bien des revendications, des propositions de la CGT, largement rappelées ce 7 septembre, ne posent pas problème, encore qu'il ne soit pas sûr que les travailleurs soient prêts à suivre H. Krasucki dans son affirmation « sans complexes » : « L'esprit d'entreprise, c'est nous, avec les travailleurs. »

Mais que faire donc pour s'opposer à ce qui est inacceptable pour les travailleurs ?

A eux, selon H. Krasucki, de se poser toujours la question : « Qu'est-ce que nous allons faire pour qu'il se passe quelque chose de bien et pour corriger ce qui n'est pas bon ? »

Certes rien ne peut vraiment changer sans l'intervention des travailleurs ; nous n'avons nous-mêmes cessé de l'affirmer, y compris en un temps où, à gauche, tout semblait passer par le Programme

commun et les élections. Mais ne renvoie-t-on pas ainsi beaucoup les militants au « syndicalisme de terrain », au « syndicalisme de fourmi » sans que la « grande mission » du syndicat soit aujourd'hui bien éclaircie ?

Ainsi, la semaine d'action (du 13 au 25 septembre) appelle les travailleurs à agir sur chaque sujet concret qui se pose dans leur entreprise, leur branche, leur région, à exprimer publiquement leurs idées et revendications, ce qui est évidemment nécessaire mais pas à la dimension des problèmes posés.

Une intervention de quelques minutes d'une dirigeante de l'Union des femmes palestiniennes a clos très positivement ce meeting où les questions internationales n'ont eu par ailleurs pratiquement aucune place.

Gilles Carpentier

donnel, de M.T. Dufour, Joris Ivens, In Thaddée, Edmond Jouve, Siné, Mines Lamiral, Michèle Loi, Marceline Loridan.

(1) Groupe Tiers Monde, 16, rue Gabriel Péri, 92120 Montrouge - Mouvement Solidarité Cambodge, BP 22, 94800 Villejuif

En bref... En bref...

• A l'initiative du planning familial, une pétition nationale soutenue par différentes organisations de médecins et de familles, etc. a été rendue publique. Elle invite à exiger le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale ; une manifestation aura lieu le samedi 23 octobre. Le PCML s'associe à cette initiative.

• Les trois nationalistes irlandais interpellés comme étant de « dangereux terroristes » par la brigade antiterroriste, sont membres du Parti républicain socialiste irlandais. Il est fort douteux qu'ils aient commis un acte terroriste en France, la position des républicains irlandais étant de ne commettre aucun attentat sur le sol français et de réserver leurs coups contre la présence économique, politique et militaire britannique en Irlande.

• Le rapport sur les comptes de la nation pour l'année 81, dans une évaluation des ressources nettes pour certaines familles types, montre que les « transferts sociaux » (liés à l'augmentation des allocations familiales, de l'allocation logement... de juin-juillet 81) sont allés dans le sens d'une redistribution des revenus aux familles - surtout les familles nombreuses ; l'effet des mesures prises après l'élection de François Mitterrand s'avérant toutefois limité. La progression moyenne du pouvoir d'achat - sur la base des indices officiels - a été légère : 1 à 2%.

• 4 800 ouvriers de Talbot ont arrêté le travail le 7 septembre pour exiger la levée de sanctions contre 13 travailleurs (licenciements en cours ou effectifs) et l'application de la médiation gagnée après plusieurs semaines de grève en juin dernier. Les patrons de Talbot en remettant en cause l'accord conclu, cherchent à prendre leur revanche et à maintenir la répression dans l'entreprise.

BLOC-NOTES

• Trois communiqués de presse ont été envoyés par Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML :

- 1^{er} septembre, l'un dénonce la « répression massive » des manifestations du 31 août en Pologne.

- le 2 septembre, un autre, à propos du budget 83 souligne « le maintien de la pression fiscale sur les travailleurs » et que « la priorité donnée aux aides à l'industrie et à la recherche n'apporte pas de garantie pour la création d'emplois ». Il ajoute que « Chirac se trompe cependant quand il promet son retour au pouvoir le printemps prochain. Car avec lui, l'expérience l'a montré, ce serait encore bien pire pour les travailleurs ».

- le 5 septembre, le troisième porte sur le plan Mauroy pour 18 mois d'austérité.

• Le numéro un de *Travailleurs*, mensuel de 48 pages sort en fin de semaine. Au sommaire :

- L'austérité, la mauvaise voie.

- Un dossier sur la Fédération des Conseils de parents d'élèves, avec l'interview de son secrétaire général Emile Gracia.

- Un dossier sur la Palestine et le Liban, avec l'interview de Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe.

- Une enquête en Lorraine, trois ans après les « restructurations », face aux nouvelles menaces.

- Un article sur le XII^e Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves et un sur le réajustement de l'économie en Chine.

- D'autres articles et commentaires sur les offices agricoles, les municipales, la Pologne, etc...

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F
6 mois : 80,00 F

CAMBODGE :

Appel de 60 personnalités

Le groupe Tiers Monde et le mouvement Solidarité Cambodge (1) viennent de rendre public un appel au gouvernement français, signé par une soixantaine de personnalités.

« La formation d'un gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique sous la direction du prince Sihanouk, de M. Khieu Samphan et de M. Son San suscite beaucoup d'espoir parmi les Khmers et les amis du Cambodge. Elle est en effet de nature à hâter la solution du problème cambodgien sur la base des résolutions de l'ONU prévoyant le retrait des troupes étrangères et l'organisation d'élections libres sous contrôle international.

« Nous appelons le gouvernement français à établir des relations diplomatiques avec ce gouvernement et à soutenir son siège à l'ONU en septembre prochain. Nous appelons aussi le gouvernement et les organisations humanitaires de ce pays à fournir aux autorités légales du Cambodge l'assistance matérielle dont le peuple cambodgien n'a pas cessé d'avoir besoin ».

Parmi les signataires, on relève les noms du docteur Andréi, du R.P. Car-

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PCML

avec Pierre Bauby

Mardi 14 septembre - 11 heures
au Club « Presse et Médias »
Palais des Congrès - Paris XVII^e